

Avenant n° 44 du 16 janvier 2025
à l'annexe I *bis* de la convention collective
relative aux rémunérations annuelles minimales (RAM)

NOR : ASET2550363M

IDCC : 112

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNIL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC Agro ;

FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu les dispositions de l'accord du 16 janvier 2025 portant sur les rémunérations conventionnelles dans la transformation laitière, la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) est mise à jour par le présent avenant technique.

(Voir page suivante.)

**Article 1^{er} | Modification de l'annexe I bis de la convention collective nationale
l'industrie laitière (IDCC 112) relatif aux rémunérations annuelles minimales (RAM)**

À compter du 1^{er} janvier 2025, l'annexe I bis de la convention collective nationale de l'industrie laitière est modifiée comme suit :

« Annexe I bis à la CCN de l'industrie laitière (modifiée par l'avenant n° 44 du 16 janvier 2025)

Rémunérations annuelles minimales (RAM)

Les rémunérations annuelles minimales (RAM), tels que prévus par l'article 6.3 des dispositions communes de la convention collective nationale, sont ainsi déterminés, au 1^{er} janvier 2025 :

(En euros.)

	Niveau	Échelon	Montant au 1 ^{er} mars 2025
Ouvriers/employés	1	1	23 699,13
		2	23 830,24
	2	1	23 956,78
		2	24 057,18
		3	24 184,10
	3	1	24 184,10
		2	24 309,53
		3	24 428,60
	4	1	24 428,60
		2	24 655,91
		3	24 858,02
	5	1	24 858,02
2		25 296,26	
3		25 746,42	
TAM	6	1	25 746,42
		2	27 212,99
		3	28 375,96
	7	1	28 375,96
		2	29 566,12
		3	30 751,16
	8	1	30 751,16
		2	33 025,56
		3	35 329,23
Cadres	9	1	35 329,23
		2	37 780,69
	10	–	48 042,45
	11	–	57 733,07
	12	–	67 848,07

Article 2 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires soulignent que les dispositions du présent avenant portant sur les rémunérations conventionnelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises du champ de l'industrie laitière, dont celles de moins de 50 salariés.

Article 3 | Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail de la santé, des solidarités et des familles.

Fait à Paris, le 16 janvier 2025.

(Suivent les signatures.)